

**Contribution de l'AFORST à la consultation publique de l'ARCEP portant détermination des paramètres en vue de l'établissement des taux de rémunération du capital réglementaire pour les activités fixe, mobile et de télédiffusion.**

*Le 24 décembre 2009*

L'AFORST souhaite remercier l'Autorité de lui offrir la possibilité de participer à sa réflexion sur la détermination des paramètres en vue de l'établissement des taux de rémunération du capital réglementaire pour les activités fixe, mobile et de télédiffusion.

Les membres de l'AFORST répondront chacun en leur nom aux questions posées par l'Autorité et apporteront une expertise détaillée de la méthode employée permettant de mesurer les capitaux propres et le coût de la dette, paramètres que l'AFORST n'a pas examinés précisément.

Néanmoins, l'AFORST constate, en première analyse, que s'agissant du risque spécifique de l'investissement (bêta) lié à l'activité fixe et de la prime de dette, les chiffres retenus par l'Autorité sont bien trop élevés.

En outre, comme la détermination du taux de rémunération du capital est un facteur clé pour les différents opérateurs, l'AFORST estime qu'il lui appartient de se prononcer sur les paramètres retenus par le régulateur pour calculer le taux de rémunération employé pour évaluer les coûts et les tarifs des activités fixes régulées de l'opérateur historique pour les années 2010 et 2011.

L'AFORST regrette ainsi que le régulateur ne procède pas à une nouvelle analyse sur le modèle financier et la méthode économique utilisés pour retenir un taux réel de 10,4%, en ce qui concerne le taux de rémunération qui serait applicable.

Plus précisément, l'AFORST s'interroge sur les raisons qui ont conduit l'Autorité à ne pas établir une distinction entre le taux de rémunération du capital applicable à la facilité essentielle que représente l'infrastructure des réseaux, constituée du génie civil, des câbles et des locaux associés et le taux de rémunération du capital applicable aux autres activités fixes régulées de l'opérateur historique.

L'AFORST rappelle que compte tenu de la segmentation des marchés qui sous tend la régulation, et de l'orientation vers les coûts de la boucle locale de France Télécom, un taux de rémunération du capital s'appliquant à l'ensemble des activités fixes régulées de France Télécom reviendrait à générer des transferts de marge indus des activités de gestion d'infrastructure de réseau à ses activités concurrentielles au détriment des opérateurs alternatifs et des consommateurs.

Au regard de l'impact de ce taux sur la valorisation de la paire de cuivre et partant de là, sur le tarif du dégroupage total, il apparaît indispensable de réaliser une étude spécifique de la valorisation de la boucle locale.

Enfin, l'AFORST saisit l'occasion pour adresser à nouveau à l'Autorité une étude économique commandée en octobre 2005 relative à la détermination d'un taux de rémunération du capital

approprié aux services fixes régulés de la société France Télécom<sup>1</sup>. Il apparaît à la lecture de cette étude que la méthodologie retenue reste d'actualité, même si les coefficients d'inflation doivent être revus, et peut être prise en considération par le régulateur pour la détermination du taux de rémunération du capital réglementaire pour les activités fixes de France Télécom et notamment le taux de rémunération du capital applicable à la boucle locale et à la paire de cuivre.

Cette étude met clairement en lumière la nécessité d'une distinction fondamentale entre un taux de rémunération du capital lié à l'infrastructure essentielle, taux qui devrait se situer bien en dessous du taux moyen compte tenu de la nature des activités sur lequel il est assis, et un taux relatif aux activités concurrentielles de France Télécom, tenant compte des risques encourus.

En l'état actuel du projet de décision, l'AFORST souhaite réaffirmer que le taux de rémunération du capital moyen retenu par le régulateur conduit à « sur rémunérer » les activités liées à l'infrastructure essentielle et par conséquent à conduire à un tarif du dégroupage supérieur à ce qu'il devrait être.

Il devient donc urgent de procéder à une séparation des taux de rémunération du capital des différentes activités à fins d'une plus grande équité.

---

<sup>1</sup> AFORST, "Determination of Appropriate Cost of Capital Rates for the Regulated Fixed Services of France Telecom", Octobre 2005.